

Un suivi de la quatrième Conférence

La création d'un réseau mondial groupes de femmes

par Annette Pypops

Following the Beijing Conference, Francophone women are developing strategies to create a worldwide network of services and consultation in French.

Les groupes de femmes francophones pensent qu'il est grand temps pour elles de s'organiser, d'avoir un meilleur accès aux bailleurs de fonds internationaux, d'arriver en rangs organisés lors des rencontres importantes sur la scène internationale.

À travers les milliers de femmes présentes au Forum des ONG de Huairou, à travers les innombrables ateliers prévus chaque jour, quelques centaines de femmes ayant en commun l'usage du français se sont rencontrées afin de s'organiser.

Le 4 septembre 1995, lors d'une belle journée ensoleillée, plus de cinquante femmes se sont réunies dans un atelier spécial sur le projet de création d'un Réseau mondial d'échanges d'informations, de solidarité, de mobilisation et de formation entre groupes de femmes autonomes utilisant la langue française comme outil de travail.

Depuis le début du Forum, de nombreuses femmes francophones s'activaient comme des fourmis pour rejoindre le plus grand nombre possible de femmes assistant aux rares activités et ateliers en français. Le but étant de monter une banque de données avec le plus de groupes de femmes travaillant pour la promotion des droits des femmes, totalement ou principalement en français.

Ce projet rassembleur des groupes de femmes s'insère au sein de la francophonie internationale et s'inscrit dans la foulée de toutes les initiatives mises en place par les femmes pour souligner la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui a eu lieu à Beijing en septembre 1995. Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) de Montréal affilié au mouvement québécois des femmes depuis sa création par Relais-Femmes en 1983 prit ce dossier en charge et avec l'aide des déléguées du Comité québécois préparatoire à Beijing décida d'instaurer un réseau d'échange d'information entre les groupes de femmes francophones. Grâce à l'appui du Partenariat Afrique-Canada (PAC) et du Ministère de la Sécurité du Revenu du Québec, des rencontres de travail entre groupes de femmes d'Afrique francophone, du Québec, du Canada francophone furent organisées par le CDEACF en juin 1995, à Montréal, en préparation au Forum des ONG de Huairou.

Lors de ces rencontres, il fut clairement démontré que le projet d'un tel Réseau était non seulement souhaitable mais indispensable pour briser l'isolement de centaines de groupes de femmes utilisant la langue française comme outil de travail, et cela à travers le monde. En effet, en s'organisant, ces nombreux groupes pourront enfin échanger entre eux, renforcer leur solidarité, mieux faire connaître leurs besoins, intérêts et expertises. Les femmes présentes à Montréal ne voulaient plus se retrouver dans une situation où en tant que francophones, elles étaient complètement exclues des processus de décision lors des grandes conférences internationales, seulement à cause de la barrière de la langue. Les groupes de femmes francophones pensent qu'il est grand temps pour elles de s'organiser, d'avoir un meilleur accès aux bailleurs de fonds internationaux, d'arriver en rangs organisés lors des rencontres importantes sur la scène internationale.

C'est ainsi que lors des réunions de travail à Montréal en juin 1995 et où une vingtaine de groupes de femmes du Québec, du Canada francophone et d'Afrique francophone (Togo, Burkina-Faso, Mali, Rwanda et Cameroun) travaillèrent ensemble, il fut convenu de l'importance de créer ce Réseau mondial d'échanges d'informations, de solidarité, de mobilisation et de formation entre groupes de femmes autonomes utilisant la langue française comme outil de travail.

"Mondial" car partout dans le monde il y a des groupes de femmes qui travaillent en français et qui se sentent isolés les uns des autres. "Mondial" aussi, dans le sens où ces groupes ne se retrouvent pas seulement au Nord ou au Sud, mais bien partout à travers la francophonie internationale. "Réseau d'échanges d'informations, de solidarité et de mobilisation" afin que ces groupes puissent échanger de manière efficace et rapide sur leurs réalités, besoins et intérêts. Ainsi, si par exemple, dans tel ou tel pays, un groupe fait face à une situation urgente, il pourrait bénéficier de l'organisation du Réseau pour se faire entendre et profiter de la mobilisation de plusieurs autres groupes dans différents pays sur la même question.

En parlant de "groupes de femmes autonomes", les représentantes des groupes se sont entendues sur l'importance que les groupes représentés au Réseau soient non-gouvernementaux et non-partisans. Finalement, il fut décidé de privilégier la terminologie de "groupes de femmes utilisant la langue française comme outil de travail" plutôt que "groupes de femmes francophones". En effet, le terme "francophone" n'a pas nécessairement la même signification historique et politique pour toutes les femmes.

Pour ce faire, les participantes aux rencontres de consultations à Montréal décidèrent de créer un Comité de suivi

mondiale sur les femmes à Beijing

utilisant la langue française comme outil de travail

international rassemblant des groupes de femmes d'Afrique francophone, du Québec et du Canada francophone pour mettre en place les fondations de ce Réseau. Il fut décidé que le CDEACF, à l'aide du Comité de suivi international, allait être responsable de la mise sur pied du Réseau et



ngo Forum 1995, Huairou.

Photo: Milana Todoroff

s'organiser pour que plusieurs membres du Comité de suivi international puissent se retrouver au Forum des ONG à Huairou afin d'établir une banque de données des groupes de femmes francophones tout en mettant en place un atelier spécial sur le Projet du Réseau.

Lors de cet atelier spécial du 4 septembre 1995, les représentantes des groupes de femmes réitérèrent la nécessité et l'importance de la création d'un tel Réseau car à Béijing, à Vienne et à Dakar, les francophones n'étaient pas sur la carte! Il fut convenu que ce Réseau se voulait avant tout un mécanisme facilitateur entre groupes de femmes, qu'il ne pouvait pas être un Réseau porte-parole et qu'il se devait de dépasser la notion "Nord-Sud" pour

tenter de rejoindre tous les groupes de femmes. Lors des démarches pour rejoindre les groupes de femmes parlant le français à Huairou, plus de 150 groupes de femmes manifestèrent leur désir de s'associer à une telle initiative et de participer à la création de ce Réseau. Un vrai succès!

De plus, le 5 septembre 1995, lors de la visite de Madame Blackburn, Ministre de la Sécurité du Revenu et de la Condition féminine du Québec, à la tente canadienne à Huairou, les groupes de femmes intéressés à ce projet demandèrent l'appui du gouvernement du Québec. Appui tant pour la mise sur pied de ce Réseau que pour la participation des groupes de femmes aux réunions des instances officielles de la francophonie internationale. Aussi de nombreuses organisations non-gouvernementales manifestèrent leur désir de participer d'une manière ou d'une autre à l'établissement de cet important Réseau.

À peine deux mois plus tard, le Gouvernement du Québec, Oxfam-Québec et Développement et Paix concrétisèrent leur intérêt en appuyant une partie des membres du Comité de suivi international afin qu'elles puissent se rencontrer dans le cadre du 6ème Sommet de la francophonie ayant eu lieu en décembre 1995, au Bénin. Ces rencontres ont permis d'élaborer un plan d'action stratégique couvrant les quatre prochaines années et d'assurer une visibilité du Projet du Réseau dans le cadre des activités du Sommet de la Francophonie.

Ainsi, grâce au Réseau, les groupes membres vont pouvoir bénéficier d'échanges systématiques entre-eux; d'un mécanisme "d'action urgente" pour s'appuyer en cas de besoin; de formations diverses ainsi que des "stages de formation" pour ceux qui travaillent sur les mêmes questions; d'un service de traduction pour avoir accès à certains documents importants pour les femmes ainsi qu'une ouverture plus grande au sein de la francophonie officielle.

Si vous être intéressées ou intéressés à participer d'une manière ou d'une autre à ce beau projet, ou si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter les agentes du Projet, Thérèse Leblanc ou Annette Pypops au: Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF): 1265, rue Berri, Bureau 340, Montréal, QB, H2L 4X4. Téléphone: (514) 844-3674. Télécopie: (514) 844-1589.

Annette Pypops est agente pour ce projet. Elle travaille depuis plus de dix ans avec Les groupes de femmes au niveau international. Elle a travaillé plus de cinq ans au Centre international MATCH à Ottawa.